



Mars est un mois propice aux dossiers en tous genres, en CA, en rencontres... La lettre hebdomadaire de la Fédération en a pâti. J'en suis désolé. Cette lettre reprend donc les dossiers principaux du mois de mars écoulé. La semaine prochaine on reprend la parution hebdomadaire.

Antonin

ProxiVision : la Fédération a déposé un projet de télé nationale en TNT

Suite à la décision du CA du 16 février de penser une politique par rapport à la diffusion nationale des productions des VDPQ, un dossier TNT a été présenté le 11 mars 2005 au CSA. Un projet appelé « ProxiVision » a été déposé. Elaboré à partir du travail fait sur Marseille, ProxiVision entend fonctionner comme une tête de réseau sans production propre (ou alors très limitée), l'essentiel de la production étant décentralisée dans les télévisions de Pays ou de Quartiers, ainsi que dans des groupes annexes moins constitués.

Ce dossier est essentiellement politique, car les fonds nécessaires à la diffusion... n'existent pas. Il faut en effet 2.5 millions d'Euros annuels pour payer TDF. Ce qui écarte de facto une candidature non soutenue par une grosse structure. La Fédération a néanmoins décidé de déposer ce dossier afin de montrer que les télés associatives existent, qu'elles sont nombreuses et qu'elles représentent une réelle alternative aux télévisions commerciales. Ce sera aussi l'occasion de démontrer publiquement la nécessité d'un fonds de soutien, qui pourrait justement appuyer de tels projets.

La Fédération sera entendue par le CSA en audition publique le 18 avril 2005 (à 15h40). Cette audition sera retransmise en direct sur La Chaîne Parlementaire.

Au niveau politique, il a été décidé que ProxiVision devra être articulé par rapport au recours concernant Marseille.

TVasso : état du recours en Conseil d'Etat

TVasso a voté la décision de porter officiellement le recours contre l'attribution de la télévision locale marseillaise à TV7 Marseille. La fédération continue à porter le projet (élaboration du recours, campagne médiatique nationale), mais le dépôt sera officiellement celui de TVasso. Cette décision permet d'être certain de la recevabilité du recours. Il faut en effet que le plaignant puisse se prévaloir d'un intérêt direct à agir. Or, dans le cadre de la Fédération, il était délicat de tenter la manœuvre sur le plan juridique.

Les grandes lignes du recours sont assez nettes. Ce recours permettra de soulever un point essentiel, derrière la lutte contre la concentration. Le recours contestera en effet l'interprétation des textes par le CSA, qui met l'emphase sur les considérations économiques, au détriment des aspects « intérêt du spectateur », « pluralisme », etc. Ce recours aura donc, quel que soit le résultat, des retombées intéressantes.

La convention n'étant toujours pas officiellement signée, le recours ne peut toujours pas être déposé.



Congrès de Séville : bilan

Le congrès des radios et télévisions locales publiques et alternatives présente un bilan raisonnable pour la Fédération, qui a envoyé son coordinateur y participer.

Globalement, le congrès était nettement plus orienté radio que télévision. Les interventions relative au bilan des 25 ans du rapport Mc Bride (sur le déséquilibre Nord / Sud en matière d'information et de communication) étaient assez intéressantes, et plutôt pessimiste. Aujourd'hui, les déséquilibres se sont creusés. De plus, des déséquilibres internes au « Nord » sont importants et mieux analysés depuis (Déficit européen, déséquilibres internes aux pays même...)

On a pu observer aussi un net déséquilibre entre chercheurs européens, bien souvent centrés sur des questions technique (radio numérique notamment), et des praticiens, notamment Latino-américains, nettement plus intéressés par des questions liées au faire, à la méthodologie mise en place. Une césure assez nette s'est fait jour.

Quelques contacts intéressants ont toutefois été pris, notamment avec des chercheurs et des praticiens intéressés par la question de la participation, de la création de « nouveaux émetteurs », etc. Ces personnes seront invitées à participer à l'Université d'Amiens.

Ile de France : vers une régionalisation ?

Des représentants de Téléplaisance, Riv'Nord et Vidéon se sont rencontrés le 8 mars pour réenclencher la réflexion sur la mise en place d'une coordination régionale des structures de la Fédération.

Si cette réunion n'a pas permis d'avancées fondamentales, les grandes lignes sont dessinées : parler d'une voix commune avec les instances régionales, mutualiser des moyens... Une réunion doit avoir lieu courant avril pour synthétiser les réflexions.

D'autre part, une association ne faisant pas partie de la Fédération (Métazone, sise dans le 4^e à Paris) nous a contacté exactement sur le même sujet. Elle est préoccupée par la volonté de la part du Conseil Régional de mettre en place une télévision régionale dont le contenu serait largement ouvert aux télés associatives (ce qui est bien), mais dont la politique vis-à-vis des associations est floue (ce qui est dommage). Métazone serait tout à fait partante pour une réunion avec toutes les structures potentiellement intéressées en IDF, afin de proposer une politique cohérente du point de vue associatif avant que les boulons de la future télé soient serrés. Par ailleurs, Métazone réfléchit à une adhésion à la Fédération, dont les méthodes et objectifs plaisent.



La Fédération entendue par le PS à l'Assemblée Nationale...

Une délégation a rencontré le groupe Presse du Parti Socialiste à l'Assemblée Nationale le 22 mars. Antoine Dufour, Guy Pineau et Antonin Serpereau ont répondu à l'invitation du groupe, représenté par Didier Mathus. Le groupe Presse est chargé par le PS de travailler sur la question de la concentration, afin de proposer des textes pour l'élaboration du programme 2007. Cette invitation fait suite à la campagne menée par la Fédération au sujet de TVasso (notamment l'article de Libération...)

Globalement positif, l'entretien a permis de faire saisir à D. Mathus la spécificité de nos télévisions. Il a en effet compris que la question était bien plus spécifique que celle des télévisions associatives ; il a reformulé notre position par « télévision d'utilité sociale de proximité ». Ce qui montre que nous avons marqué un point ici.

Cet entretien nous a permis aussi de mesurer l'importance de développer un discours économique, qui préoccupe largement les élus (à la fois pour des raisons financières mais aussi pour des raisons d'indépendance). Suite à cet entretien, et aux discussions qui ont eu lieu autour, Guy Pineau a commencé à modéliser un financement « type ».

... et par l'UMP au Sénat

Le 29 mars c'est le Sénateur UMP Claude Belot (vice président de la commission des finances du Sénat) qui recevait la Fédération. Le Sénateur Belot, élu de Charente-Maritime, est en effet intéressé par les conditions économiques des télé locales. Il est possible qu'il ait lui-même un projet de télé départementale.

Il a reçu juste avant nous l'UTLSP. Une première mise en forme de la modélisation financière élaborée suite aux échanges de la semaine précédente lui a été remise. Elle est certainement loin d'être parfaite, mais il fallait un élément de débat. La modélisation porte sur 5 axes : le financement public (collectivités locales, départements, régions), un fonds de soutien national, une publicité « éthique » (économie solidaire, associations, intérêt général...), une structure de production « jumelée » et une participation des téléspectateurs.

Ca du 23 mars

Le CA a eu lieu le 23 mars dernier. Comme à l'accoutumée, beaucoup de pain sur la planche. On peut en retenir les grandes lignes suivantes. L'Université devrait avoir lieu aux dates annoncées (26 au 28 octobre 2005) à Amiens, la question des salles de réunion pouvant trouver une solution. Un chantier menant à une « modélisation » des télévisions participatives (définition d'un cadre de référence, en quelque sorte) a été ouvert, pour préparer l'université, donc un des objectifs principaux serait d'asseoir la définition des télé participatives.



Université : date confirmée, le pré programme avance

L'Université aura donc lieu les 26, 27 et 28 octobre 2005 à Amiens. Le problème des salles étant moins compliqué à résoudre que celui de nouvelles dates. L'organisation avance, avec un souci de privilégier au maximum les moments de discussion informels entre les tables rondes et ateliers.

Un groupe de réflexion se rendra à Amiens une ou deux fois pour aider Canal Nord à préparer l'université (programme, organisation, etc.) Guy Pineau, Dominique Fleurat ont déjà signifié qu'ils étaient prêts à se déplacer à Amiens pour cela.

Une troisième mouture pour le pré programme a été pensée (cf. ci-dessous).

Les tables rondes ouvrent les travaux de la journée. Ne devrait pas durer plus de 2 heures, pour éviter les « tunnels ».

- 1) Jour 1, Axe 1 : « la fabrique de la télé participative »
 - a. Objectifs de la table ronde :
 - i. Définir les modes d'actions
 - ii. Définir les interactions avec le développement local
 - iii. Montrer des images
 - b. Ateliers :
 - i. Eléments qualitatifs de mesure de l'incidence
 - ii. Analyse d'image (sémiologie ou psychologie - Cf. Xavier)
 - iii. Etude VAE + formation
 - 2) Jour 2, Axe 2 : « l'économie spécifique aux télévisions participatives »
 - a. Objectifs de la table ronde :
 - i. Développer les modèles économiques découlant du fonctionnement
 - ii. Economie coopérative
 - iii. Autres modèles européens
 - b. Ateliers
 - i. Financement par collectivités territoriales & Europe
 - ii. Financements nationaux (fonds de soutien et autre)
 - iii. Publicité et parrainage
 - iv. Production, prestation, autofinancement
 - 3) Jour 3, Axe 3 : « télévision participative et développement du territoire »
 - a. Table ronde « européenne »
 - b. Table ronde « politique »
 - i. Région
 - ii. Soutien et reconnaissance
-

Lettre de soutien à TV Bruit

La Fédération a envoyé sa lettre de soutien officielle à TV Bruit, à Toulouse, qui est candidat contre la télévision locale (TLT), dont l'autorisation arrive à échéance.



Subventions 2005 : 18 formations et 1 projet expérimental

La Fédération a déposé ses demandes de financement 2005 auprès de Jeunesse et Sports. Elle a demandé 67 714 € pour les formations de bénévoles. Dix-huit formations ont été présentées (voir liste ci-dessous).

FORMATION BENEVOLES RESPONSABLES

- Formation aux demandes de subvention (6 jours discontinus ; 18 personnes)
 - Région
 - Collectivités locales
 - Etat
 - Union Européenne
 - Economie du documentaire
- Formation gestion (6 jours discontinus ; 18 personnes)
 - Comptabilité
 - Plan de gestion (prévisionnels etc.)
 - Plan de trésorerie
 - Relation banque (daily et autres)
- Formation à la stratégie de création d'emploi dans les télé participatives, nouveaux emplois aidés, profil de poste, accompagnement à la professionnalisation. (6 jours discontinus ; 15 personnes)
- Formation à la démarche participative (6 jours discontinus ; 12 personnes ; 2 sessions)
 - Et notamment dans des environnements difficiles ou spécifiques
- Formation aux techniques audiovisuelles participatives
 - Plateaux participatifs (5 jours ; 12 personnes ; 2 sessions)
 - Formations formateurs aux techniques participatives suivantes (6 jours ; 12 personnes ; 3 sessions)
 - Technique initiations outil audiovisuel (formation type et analyse)
 - Technique initiation reportage (écriture, tournage, etc.)
 - Animation de diffusions publiques
 - Initiation écriture documentaire participatif (6 jours ; 15 personnes ; 1 session)
- Formation nouvelles technologies diffusion (5 jours ; 20 personnes ; 1 session)
 - Streaming vidéo (diffusion en direct sur Internet)
 - Nouveaux modes de diffusion
 - Encodages
- Qualifications aux techniques audiovisuelles suivantes (5 jours ; 12 personnes ; 3 sessions)
 - Session 1 :
 - Final Cut Pro (montage vidéo)
 - Photoshop
 - Session 2 :
 - Son
 - Lumières
 - Sessions 3 :
 - Création de DVD
 - Création de site

FORMATION BENEVOLES

- Cf. année dernière (femmes et bénévoles)
- Plateaux dans les quartiers sensibles urbains
- Plateaux dans les zones rurales défavorisées (difficulté maillage territoire, etc.)
- Initiations bénévoles
 - initiations outil audiovisuel (formation type et analyse)
 - initiation reportage (écriture, tournage, etc.)
 - participations diffusions publiques
- Formation de femmes à la prise de parole et à la diffusion de leur film. (70 personnes x 3 jours)
- Formation de femmes à l'expression et à la communication audiovisuelle (16 personnes x 2 sessions x 6 jours) Riv'Nord).

De plus la Fédération a présenté un dossier au titre de projet expérimental pour 2005. Il s'agit d'une formalisation d'appui à des structures en demande d'avis et d'expertises extérieures pour travailler sur son projet (mécanismes financiers, relation institutionnels, développement du participatif). Le financement pour 5 « missions » a été demandé, pour un total de 11 490 €. Un dossier pour demander un financement pour continuer l'étude en cours sera déposé d'ici le 2 mai.



Fonds de soutien : une réflexion de Guy Pineau

Guy Pineau a proposé, à titre individuel, une piste de travail pour la mise en place d'un fonds de soutien pour les télévisions. Il s'agit de revoir le système de taxation de l'actuel fonds de soutien à l'expression radiophonique, en élargissant l'assiette, afin de dégager plus de ressources et pour les radios et pour les télévisions.

Guy présente ce projet en son nom, et espère qu'il sera repris, même pour être modifié, par tous ceux qui peuvent y avoir un intérêt.

Ce projet est en ligne sur le site d'Acrimed : <http://www.acrimed.org/article1945.html>

Du côté des adhésions...

Après bien des délais, la candidature de TGB (Télévision Général Brestoise) a été acceptée à l'unanimité lors du CA du 23 mars.

D'autre part, TV94 serait à nouveau sur les rails, après une fin d'année difficile. Enfin Métazone (Paris) serait aussi intéressée pour adhérer.

Par contre, il semblerait que Canal Est, la fédération des télévisions locales alsacienne, ne veuille pas renouveler son adhésion.

Pour tout le monde : pensez à payer vos cotisations...